

Ne pas publier avant  
le 16 juillet 1966  
à 16 h. (H.E.C.)

Latin America

Ambivalence des structures en Amérique latine.

Prof. Candido A. Mendes de Almeida.

L'évolution sociale de l'Amérique latine pendant la Décennie de Développement.

Les années 50 ont été étiquetées "Décennie de développement" pour l'Amérique latine et le Tiers-Monde. Avec le recul des années 60 nous pouvons évaluer ce que vaut l'expression et voir dans quelle mesure l'idée de changement peut valablement être utilisée pour désigner l'évolution sociale actuelle de l'Amérique latine. Les vingt dernières années révèlent un effort de croissance long et soutenu, un "développement" tel que le comprend et l'encourage notre "intelligenza". Le sens profond d'un changement de ce genre devait être lié à des modifications qualitatives des structures sociales, étant donné que de nouvelles formes de constitution du capital et la re-distribution du revenu impliquent une transformation des formes et du jeu des structures du pouvoir. C'est ainsi qu'est apparue une conception du développement qui inclut tous les aspects de la société et révèle les limitations d'un "développement purement économique" d'une part ou "social" ou "politique" d'autre part. Cette "acception globale" du développement a donné naissance à toute une "stratégie" pour aborder le problème et un grand effort est fait pour découvrir les facteurs "dynamiques" de l'interaction des composantes économique, politique et sociale..

On en est venu à comprendre le développement non seulement comme un fait qui englobe la totalité de la société, mais aussi comme une expérience historique, une occasion d'édifier une nation, la marque des pays capables de diriger eux-mêmes leur évolution sociale. C'est ainsi qu'on a vu, au cours des 10 dernières années, le développement lié au nationalisme considéré comme un processus d'émancipation, et le seul qui permette un programme viable de changement des présentes structures.

La structure coloniale.

Cette conception du développement a eu deux conséquences. La première, c'est que l'arrière-plan sociologique sur lequel allait se détacher le développement a été reconnu comme un régime très cohérent de rapports sociaux que l'on pourrait appeler la "structure coloniale". On pourrait définir ce régime comme une situation d'"atrophie" sociale, dans laquelle le fonctionnement économique et politique (par ex. la constitution du capital et la répartition des pouvoirs) ne s'est pas développé. Le jeu des "atrophies", l'interaction régressive des superstructures et des infrastructures sociales, leurs nombreuses compensations dans un dynamisme inverse montrent comment cette situation a pu aboutir à un régime sans constituer un véritable système de rapports sociaux. Ce

régime a fait preuve d'une résistance étonnante et compliquée au changement, à ce que l'on peut-être trop tôt appelé le "processus de modernisation". Grâce à un système élaboré de compensations subtiles entre le fonctionnement général de la politique et de l'économie, le sous-développement est devenu un "équilibre de pénuries".

#### Transition et transformation sociale.

La seconde conséquence a été la reconnaissance du fait que la situation exigeait une forme de changement historique tout à fait nouvelle, à l'opposé d'une transformation évolutionnaire. Cette modification de la structure sociale ne peut se faire par la simple adjonction d'éléments nouveaux susceptibles d'amener un changement progressif par interaction et combinaison. Elle suppose bien plutôt la présence simultanée de deux jeux différents de forces sociales, progressant grâce à la tension même qui existe entre eux, et, à supposer que ce soit le plus dynamique qui l'emporte, par "l'eviction" des anciennes structures par les nouvelles, et la revitalisation des éléments que le régime colonial avait condamnés à dépérir et à avorter. Ces prémices sont essentielles à la compréhension de l'ambiguïté ou de l'ambivalence de structures de la société latino-américaine. Elles ont pour conséquence la plus importante de conférer à cette société une dimension révolutionnaire.

#### Transition et révolution.

Il est impossible de parvenir à cette transformation qualitative des structures si l'on se contente de modifier la forme du gouvernement et d'avoir recours essentiellement à une vaste politique de confiscation; ce serait limiter le mauvais fonctionnement de l'ancienne société à la dynamique de la propriété et au contrôle des institutions. Par exemple, la nationalisation des mines d'étain de Bolivie, en 1952, bien qu'elle donnât à l'état le contrôle sur tout le secteur des exportations, n'empêche pas qu'il demeurât dans ce secteur un comportement qui rappelle le colonialisme du marché international. Si une transformation qualitative authentique doit se produire dans la société latino-américaine, il doit y avoir simultanéité et interaction de l'économie et de la politique dans la transition.

#### Tableau actuel de la transformation sociale en Amérique latine.

Malheureusement le développement réel est plus souvent l'exception que la règle dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Peut-être un seul pays - le Mexique - a-t-il réussi à prendre son essor et à allier la croissance de son industrie et la réorientation de son économie à la stabilité politique et à une participation importante de la population à ce processus de transformation. A l'autre bout de l'échelle, des pays comme l'Equateur et le Paraguay luttent encore pour réunir les éléments de base qui leur donneront la force de briser le cercle vicieux de l'économie colonialiste et d'entreprendre un effort de développement viable. Entre deux se trouvent de nombreux pays dont la croissance économique n'est pas nécessairement associée aux changements de structures dus à l'industrialisation, mais est bien davantage liée à des

activités extractives et à la production de matières premières. Quelques-uns de ces pays, tel le Venezuela, ont un revenu par tête comparable à celui des pays développés; ils souffrent encore cependant d'une concentration des nouvelles richesses, de graves déséquilibres régionaux, d'une absence de mobilité sociale générale et d'une dépendance excessive à l'égard des dynamismes économiques extérieurs. Sur le plan politique, une conscience nationale parvenant à maturité, une tradition de stabilité politique et de participation générale à la vie politique, ou le renforcement d'un mouvement syndicaliste authentique peuvent conduire parfois à exagérer les modifications des superstructures au détriment des changements qui devraient avoir la priorité. C'est peut-être ce qui se passe aujourd'hui au Chili, où la population qui soutenait le président Frei a dû consentir à la nationalisation des mines de cuivre, repossée jusqu'à présent pour permettre une évolution cohérente. Ce que cet acte a coûté de popularité au gouvernement montre combien est hasardeuse la tâche qui consiste à faire coïncider l'émancipation économique avec l'émancipation politique. A l'autre extrême, les deux plus grands pays de l'Amérique du Sud, le Brésil et l'Argentine, illustrent de façon dramatique ce déséquilibre entre le rendement économique, une participation politique véritable et la répartition des pouvoirs. Ces deux pays n'ont pas réussi à prendre leur essor par un développement spontané, bien qu'ils soient de beaucoup les mieux dotés par la nature. Ils se sont embarqués dans un processus de transformation rapide et décisive au cours des années 50, grâce à l'industrialisation et à l'éclatement du pouvoir oligarchique provoqué par le "varguisme" au Brésil et le "péronisme" en Argentine. Mais leur croissance a été finalement ralentie soit par un effondrement des exportations, soit par une inflation effrénée.

#### D'un bouleversement total à un changement rationnel.

L'Argentine et le Brésil ont maintenant relancé leurs politiques de développement en suivant le modèle néo-capitaliste classique en freinant l'inflation et en procédant à une intégration maximum sur le plan de l'économie internationale des investissements et de l'aide étrangère. Ces politiques économiques ont été mises au point avec l'arrivée au pouvoir de groupes d'élites; ces groupes sont généralement fondés sur une alliance entre l'armée et un nombre limité d'économistes civils, comme par exemple l'entreprise mixte Aramburu-Alzogary en Argentine, et la collaboration intime entre le président brésilien Castelo Branco et le ministre de la Planification, Roberto Campos. Le régime brésilien vise à créer un système politique complètement nouveau - une technocratie - pour appliquer la méthode rationnelle actuelle de développement. Dans ce système, un groupe d'élite au pouvoir, très homogène du point de vue idéologique, imposerait une politique définie et rationnelle dans le domaine de la planification et des transformations sociales. Il soulignerait l'importance du soutien populaire dans son système, soit en recherchant la légitimité par un suffrage populaire plus important, soit en créant une plus vaste participation à l'activité politique. Ces régimes s'efforcent d'accomplir ces tâches "d'en haut", en comptant que le peuple acceptera "ultérieurement" les transformations qui se compliquent maintenant d'un développement avec "participation" limitée.

#### Asynchronismes, tensions latentes dans les structures.

Quel rôle l'ambivalence des structures sociales a-t-elle joué dans le ralentissement actuel du développement, et dans la frustration des

espoirs nés à l'aube des "dix ans de développement"? Le fait que certains des pays qui paraissaient le mieux préparés pour amener ce changement ont laissé échapper l'occasion de le faire, montre que la principale difficulté réside dans cette ambivalence, et surtout dans ses effets secondaires. De nouvelles impasses peuvent apparaître en raison de l'insuffisance des nouvelles forces économiques et de leur représentation. Le nouveau mécanisme élaboré de résistance créé par l'ordre colonial et les déviations dans l'évolution de la conscience nationale peuvent donner lieu à d'étranges phénomènes dans les nouvelles classes naissantes et à leur asservissement aux structures classiques de l'ancien régime.

#### L'accroissement et la signification de l'ambivalence ou de l'ambiguïté.

La transition que connaît l'ensemble de l'Amérique latine est fondée sur la coexistence de deux structures sociales qu'il est absolument impossible d'intégrer l'une à l'autre. Cette notion de dualité est fondamentale si l'on veut comprendre les tensions actuelles de l'Amérique latine et le jeu de ces deux systèmes de forces sociales qui risquent de se heurter de plus en plus sans jamais s'unir. Cela explique pourquoi le développement ne naît pas des nombreux facteurs qui sont habituellement cause de changements, mais vient de la confrontation permanente des régimes et de la substitution des nouveaux éléments aux anciens. Pour réussir, il faut intensifier ses efforts pendant certaines périodes privilégiées, au cours desquelles les régimes pourraient tirer le maximum de profit d'une rencontre particulière d'éléments à la fois extérieurs et intérieurs, pour surmonter définitivement les structures coloniales qui entravent le développement.

Le facteur temps de cette coexistence agit sur l'ensemble du développement par des retards et des blocus; le heurt du développement et de la structure coloniale peuvent être attribués à l'effet prolongé des mécanismes suivants:

- L'installation de l'embryon d'une classe moyenne dans la suprastructure de la société, à cause de sa bureaucratie toujours en expansion;
- L'accroissement immodéré des subsides et des contrôles de l'Etat, surtout dans le secteur de l'exportation, par le moyen de l'investissement public et des politiques "d'échange et de dévaluation"; cela donne lieu à une "capitalisation des bénéfices et à une socialisation des pertes", et rend ainsi inutile toute opération privée capitaliste;
- L'économie de marché et le minimum vital agissent constamment l'une sur l'autre, et le régime colonial peut compter sur un énorme excédent de main d'oeuvre qu'il peut absorber ou rejeter sans crainte de conséquences politiques.

Tous ces mécanismes affectent gravement la continuité du développement, soit en rattachant de nouvelles forces sociales à d'anciennes structures sociales, en créant de nouveaux étranglements entre la supra-structure et l'infra-structure dans les pays dont l'économie est assez développée, ou en introduisant d'anciens éléments non intégrés dans la nouvelle structure dominante.

#### De l'ambivalence des structures à l'ambiguïté de la pensée.

Il existe entre les pays du Tiers-monde et les nations occidentales une ambiguïté significative, car il y a un "abîme sémantique" entre "ceux qui ont" et "ceux qui n'ont pas". La présupposition que tous les dynamismes sociaux suivent les mêmes principes classiques du développement, est dominante. Les nouveaux changements spécifiques des pays d'Amérique latine sont évalués et compris selon les catégories occidentales de l'histoire. La transition est évaluée en termes d'évolution. Certaines antinomies typiques ont suscité autour du développement des polémiques comparables à une véritable "tour de Babel".

## I. Le développement contre le progrès

La croissance de l'Amérique latine et l'idée classique linéaire et cumulative que nous avons du "progrès" sont deux choses bien différentes. La mutation, le changement par "bonds", une "époque intérieure capitale" : tous ces facteurs illustrent bien le réel changement qualitatif que présuppose le développement. L'Amérique latine ne peut pas compter sur la "continuité" du changement et elle peut être induite en erreur par l'idée classique de la "fatalité" du progrès. Il y a plutôt un moment précis où le changement s'opère et ce continent tout entier peut le laisser échapper. De plus, les chances de saisir cet instant ne sont pas égales dans le temps, et une seule génération pourra peut-être avoir un mandat historique afin de l'accomplir.

## 2. La modernisation contre l'authenticité culturelle.

Selon le cliché le plus répandu, les sociétés d'Amérique latine ne sont pas des régimes coloniaux mais traditionnels. On considère le processus de modernisation comme une évolution rythmique progressive vers de nouvelles formes de vie sociale, comprenant une aptitude commune pour le dialogue entre les groupes centraux et les groupes marginaux du monde occidental. Cette conception ne tient plus compte du fait que l'ancienne société est formée de relations complexes basées sur le capitalisme international classique. Nous oublions le dualisme essentiel et l'aspect de division qui caractérise ces sociétés. Nous oublions que cette division atteint le coeur même de la complexité de ces relations ; et nous ne pouvons pas qualifier ces pays de nations tant qu'ils seront enfermés dans une structure coloniale. Ce ne sont pas des sujets historiquement créés par l'Occident mais seulement son prolétariat extérieur. De nos jours, le processus de "civilisation" s'étend au monde entier. Mais que devons-nous penser du processus social et culturel - pour suivre la fameuse distinction d'Alfred Weber?

La modernisation ne se préoccupe que du processus de civilisation ; elle n'a rien à voir avec le vrai processus culturel, qui ne peut grandir que de "l'intérieur", concurrencé dans ce cas par le développement ; ce processus culturel évolue vers une certaine conception du monde et un style de vie bien défini. Tout comme le prolétariat extérieur de l'Occident, l'Amérique latine a été détournée du vrai processus culturel et a été incapable d'établir une communauté indépendante.

## 3. Le nationalisme contre l'égoïsme collectif ou la xénophobie.

De nos jours, on peut définir le nationalisme en Amérique latine de la façon suivante : la conscience politique du développement et l'effort entrepris, après décision commune, pour exploiter toutes les énergies de la société afin de mener à bien la "construction de la nation". C'est un mouvement d'encouragement et non pas de ressentiment ou de xénophobie, basé sur la certitude que ceux qui vivent pratiquement en marge de ces collectivités doivent compter sur leurs propres efforts pour renverser le régime colonial et utiliser "la nation" comme l'instrument le plus efficace leur permettant d'exploiter au maximum leurs possibilités.

#### 4. La démocratie traditionnelle contre la participation populaire.

Dans le Tiers Monde, et tout particulièrement en Amérique latine, la légitimité traditionnelle des régimes politiques n'a pas grand rapport avec les valeurs intérieures de la démocratie et la participation populaire à cette évolution. Cette antinomie remet en question la pensée traditionnelle occidentale lorsque la nouvelle dynamique d'une participation accrue et immédiate l'emporte sur la démocratie traditionnelle ou lorsque des régimes établis selon la tradition, et qui n'ont en réalité des élites dirigeantes réduites, n'ont pas les aptitudes requises pour mener à bien l'édification de la nation.

#### La répercussion de l'ambivalence sur l'évolution sociale

##### I. La révolution - Le luxe des pays riches

L'échec du secteur ouvrier dans sa proche entreprise d'édification sociale est peut-être le résultat le plus frappant de l'ambivalence des structures sociales de l'Amérique latine ; l'immense réserve de main-d'oeuvre est astucieusement utilisée comme tampon qui anéantit sa possibilité de négociation et toute nouvelle forme de dynamisme ; parfois aussi elle est utilisée en vue de la violence. Les ouvriers, perpétuellement pris entre le marché économique et le minimum vital, se perdent simplement dans un monde lorsqu'ils ont été éjectés de l'autre. Ils s'affaiblissent, mais en fin de compte ils ne meurent pas de faim ! Contrairement à ce que l'on a observé dans les sociétés développées, l'important chômage de l'Amérique latine n'a jamais suscité une révolution dans le sens classique du terme. Car la révolution, point culminant de la tension sociale, présuppose des formes préalables de marché social, la création d'une conscience sociale, et par dessus tout l'intégration de toute la population dans un système efficace de relations sociales. C'est pourquoi elle n'est jamais apparue dans les structures coloniales basées sur l'effet réciproque de deux niveaux de vie différents, et sur la destruction des alignements de classes ou d'autres groupes sociaux homogènes en les raccordant à d'autres classes et en fomentant des troubles entre eux. Par exemple au Brésil, cette politique aboutit à l'anéantissement du prolétariat en tant que force sociale par les facteurs suivants :

A. Les ouvriers des grandes villes ont tendance à se comporter comme les classes moyennes et n'ont pas de contact avec les régions rurales ou avec les autres groupes de travailleurs.

B. Dans le système des plantations, les travailleurs ruraux sont généralement à la merci des fluctuations des marchés étrangers ; ils tentent de s'assurer le minimum vital à l'intérieur d'une enclave économique entourée par la réserve de la main-d'oeuvre.

C. Les travailleurs ruraux qui produisent les denrées agricoles pour les nouvelles régions urbaines, dépendent financièrement de la bourgeoisie mercantile.

D. Le prolétariat qui est pris au piège du minimum vital et est utilisé comme réserve de la main d'oeuvre pour alimenter les trois autres couches de travailleurs et, contribue ainsi à faire baisser les salaires.

## 2. Le secteur pseudo-capitaliste

Comme les conditions économiques du régime colonial ne favorisaient pas l'investissement privé, la productivité ou la rationalisation des marchés, l'Etat est devenu le principal agent de l'économie. En agissant sur le taux des changes il s'est assuré que toutes les pertes subies par les riches soient distribuées à l'ensemble de la collectivité. Tous les capitaux accumulés étaient soit immédiatement gaspillés dans une vie pleine de fastes, soit thésaurisés ; avec la rupture du développement, la position du groupe qui était censé diriger l'industrialisation dans l'intérêt national était devenue manifestement ambiguë. La bourgeoisie nationale s'en tenait à la tradition selon laquelle le soutien de l'Etat n'est pas une simple éventualité des premiers stades du développement mais qu'il faisait partie intégrante de la structure économique qui se développerait dans les années à venir. D'une manière générale, ils étaient les esclaves idéologiques de l'ancien ordre, l'une des citadelles du conservatisme qui s'opposait souvent aux politiques fondamentales du développement. Lorsque l'inflation entraîna une nouvelle forme de répartition des revenus anormale et stérile, la bourgeoisie industrielle devint plus avide de gain, refusa d'investir ses capitaux et se reposa entièrement sur les subsides et les prêts gouvernementaux. Lorsqu'on essaya de relancer le développement, ce secteur privé apparut comme un groupe bien en marge des autres et socialement rongé par l'inflation. Il devint un partenaire minoritaire de l'une des sources restantes pour la formation du capital : les investissements étrangers ou de l'Etat. Ce dernier, néanmoins au lieu d'admettre un type d'économie semi-socialiste, donne tout son potentiel à une énorme économie capitaliste.

## L'"intelligentia" contre l'Université

Le rôle de l'université dans la transformation sociale de l'Amérique latine se ressent aussi de l'ambivalence de ses structures sociales. Plutôt qu'un engagement dans la réflexion sur les tâches qu'impose la transition, nous trouvons généralement dans la culture officielle une attitude du simple prosélytisme et une profonde insensibilité aux besoins des pays nouveaux d'Amérique latine. Cela contraignit l'"intelligentia" à rompre avec l'université afin d'être en état de remplir son rôle de minorité créatrice, particulièrement dans la phase initiale de ce processus de changement. Sa tâche est ardue : il lui faut non seulement construire des ponts idéologiques entre les forces fondamentales de transformation, mais encore éveiller une conscience nationale critique qui sache reconnaître la profonde aliénation produite par le système colonial. Elle doit détecter et dénoncer les nombreuses manœuvres par lesquelles la poussée vers le développement peut être faussée et même paralysée. Il arrive que l'"intelligentia" elle-même s'institutionnalise en dehors de l'université, parfois en des instituts de hautes études, et se donne la double tâche d'appliquer la pensée sociale traditionnelle aux problèmes du pays et de servir de vis-à-vis critique permanent de la politique de développement du gouvernement. Le Brésil a créé un Institut d'Etudes supérieures (ISEB) dont la tâche particulière est d'élaborer une idéologie du développement. Ce divorce entre les intellectuels et l'université démontre clairement que les structures coloniales sont aujourd'hui imperméables à une authentique transformation culturelle venant de l'intérieur.

### Le compromis de l'Eglise avec le statu quo

Dans le régime colonial, les attitudes de l'ordre séculier et de l'ordre religieux envers le statu quo dépendent beaucoup plus l'une de l'autre que ce n'est le cas en Europe et aux Etats-Unis. Dans certains pays d'Amérique latine, le catholicisme est encore religion d'Etat. Quand l'ancien régime s'est effondré, l'église a dû soit disparaître avec lui, soit donner son appui à l'ordre social nouveau dans lequel elle ne pourra plus bénéficier d'un statut privilégié. La question n'a jamais été clairement formulée. D'une part, l'église n'a jamais approuvé ouvertement le raidissement de l'ordre ancien ; mais, d'autre part, elle a encouragé son changement graduel, selon le procédé qu'on a appelé "réformiste" qui consiste en une redistribution limitée des revenus et l'abandon de certains vieux privilèges pour diminuer les plus scandaleuses différences économiques. Ici aussi, la perspective d'une évolution prévaut sur le besoin d'une révolution. L'église opterait pour l'ordre ancien, si elle prônait le changement volontaire et les impératifs de la charité. L'effort d'interpréter la doctrine sociale de l'Eglise catholique dans la perspective de l'évolution et du changement organique, en ce cas, a empêché l'Eglise de donner son appui aux forces politiques qui luttaient pour le développement et aidaient ainsi à défendre un statu quo éclairé.

### Le détournement du pouvoir par la technocratie

Le changement par transition dépend absolument de l'apparition d'un nouvel ordre social fondé sur la planification et sur le comportement social dérivé de corrélations logiques et de modèles rationnels.

Cela place une énorme puissance entre les mains d'un nouveau clergé : les économistes, les sociologues, les politiciens que préoccupent l'aménagement de l'équation fondamentale de la transformation sociale et l'évolution de la politique qui l'assurera. Ce groupe, qui se comporte comme un "clan", cherche à se débarrasser de tout ce qui pourrait le conditionner sociologiquement et à rester absolument neutre au sujet des intérêts de classe ou de statut. L'apparition de cette super-structure est de plus en plus évidente dans les pays sous-développés, particulièrement dans les situations où la croissance spontanée a échoué et a dû être relancée artificiellement. Dans quelques rares cas, cette technocratie s'est développée parmi les fonctionnaires (en Tunisie, par exemple). Dans d'autres, il lui a fallu l'appui direct de l'appareil militaire, tout en maintenant les distances (surtout en Amérique latine, au Brésil et en Argentine par exemple). Une troisième possibilité est que l'élite au pouvoir soit issue d'une transformation structurelle du militaire en technocratie (comme en Egypte). Aujourd'hui, il est possible d'établir une relation en Amérique latine, entre l'apparition d'une politique du développement et la décantation d'une nouvelle catégorie de techniques et de capacités qui ont été développées par des professionnels dévoués à l'amélioration et à l'accélération des facteurs dont dépend l'accroissement du revenu national.

Bien que cette attitude soit positive, elle comporte un danger de "technicisme" qui affaiblit ou même supprime la sensibilité aux conditions historiques ou méta-économiques de la structure sociale, Elle conduit au culte du rationalisme et à l'idolâtrie de la lucidité - tous deux incompatibles avec les démarches irrationnelles qui caractérisent un pays en voie de développement. La cristallisation finale de cette perspective consacre une formule international de développement par une élite technocrate neutre, capable de répéter sans fin, avec de légers ajustements, le même diagnostic et les mêmes thérapies. C'est le danger qui menace aujourd'hui non seulement un régime technocratique comme celui du Brésil, mais aussi les gouvernements plus préoccupés de la participation populaire immédiate, comme celui du Chili qui témoigne d'une véritable passion pour les types ultra-nouveaux de construction et pour les recherches d'efficacité selon les études très élaborées d'organismes tels que DESEAL et l'équipe de Frei. En d'autres termes, le technocrate qui veut atteindre les sommets de l'évolution sociale, risque de suffoquer dans l'air raréfié dans lequel il a perdu contact avec les éléments historiques et concrets nécessaires à sa marche rationnelle vers un plein développement. A défaut de cela, un conflit entre la raideur de son attitude et la réaction qu'il rencontre dans la communauté semble inévitable, bien qu'il puisse s'en défendre par un goût anormal de l'impopularité. Ainsi, le règne des "rois-philosophes", qui commence aujourd'hui, risque d'être court, car il est en danger d'être rejeté par les classes populaires. Ce qui est réellement en jeu ici, c'est la difficulté de faire jouer un rôle à l'idéologie dans la transition entre les structures sociales.

#### L'apparition de la culture populaire.

Un fait directement en rapport avec cette question est le processus de transition qui donne jour à une nouvelle forme de culture authentique différente de la descendance classique des minorités **créatrice**. Par exemple, l'évolution de l'Amérique latine vers la maturité tend à être caractérisée par des phénomènes tels que l'apparition d'une conscience nationale ou d'une culture populaire. L'accroissement de la mobilité sociale, le rôle important généralement donné au collectif; sont des conséquences directes de l'effondrement rapide des anciennes structures. La culture populaire est donc le résultat du défi historique imposé par le développement: c'est le résultat immédiat de l'appel lancé à toute la communauté pour qu'elle entreprenne une action de grande envergure contre la situation coloniale qui devient, par là même, sévère. La prise de conscience en devient l'élément essentiel; elle est accompagnée d'un réveil immédiat des sentiments d'association qui aboutissent à la formation de syndicats ou à l'accroissement de la conduite disciplinaire qui mène soit à l'usage plus généralisé de l'excédent de main-d'oeuvre (en changeant les coefficients de production), soit à l'adoption d'une nouvelle attitude face à la consommation, apte à renforcer le rôle de l'épargne dans l'économie. La conséquence directe de cet effort est la formation d'un "mémoire social", c'est-à-dire que l'initiative et le bénéfice du changement opéré reviennent en dernier lieu, à la communauté tout entière. Cela signifie que c'est l'ensemble de la population, et non un groupe formé par l'élite, qui prend l'initiative de la reconstruction de la nation. C'est pourquoi dans cette expérience, la signification intérieure provient de l'au-delà de la perspective d'exploitation, le sentiment d'être mis en marge, d'être éloigné qui caractérise la population des pays en voie de développement.

C'est alors que nous nous rendons compte que l'effort de construction de la nation dépend de la participation populaire. Alors seulement le résultat final du développement ne sera plus le petit succès des technocrates, mais la profonde expérience historique d'une multitude qui est devenue un peuple.